



## DÉCLARATION LIMINAIRE FSU-SNUIPP au CDEN du 6 mars 2024

Madame la Directrice, Madame la Dasein, Madame la Secrétaire Générale, Monsieur le Maire, mais pas Madame la Rectrice ou Monsieur le Recteur, puisque depuis janvier, personne n'est nommé. Nous continuons donc aujourd'hui des opérations de Carte scolaire sans Rectrice, ce qui est pour le moins inédit.

Nous sommes ici aujourd'hui en Comité Départemental de l'Éducation Nationale pour traiter des 125 suppressions de postes dans le premier degré et de leur déclinaison en quelques 180 fermetures de classes que projette l'académie de Paris pour la rentrée 2024.

Cette dotation négative s'ajoute à la perte de 155 postes à la rentrée 2023, soit une perte de près de 300 postes en deux ans !

La FSU-SNUipp continue de dénoncer ces suppressions de postes massives qui dégradent fortement les conditions d'enseignement des professeur-es et les conditions d'apprentissage des élèves, notamment les plus fragiles. Nous ne pouvons laisser l'Académie dire aujourd'hui que les conditions d'enseignement s'améliorent, nous rappelons que jusqu'à 200 classes peuvent se trouver non remplacées, des Rased manquent, le nombre d'élèves par classe ne peut être comparé avec la moyenne nationale étant donné qu'il y a plus de 30% d'écoles en éducation prioritaire à Paris, donc les classes dédoublées à moyens constants font forcément baisser la moyenne d'élèves par classe.

La réussite de tous-tes les élèves, la réduction des inégalités, la réussite de l'inclusion des élèves en situation de handicap, la prise en compte des besoins particuliers de certain-es élèves, un climat scolaire apaisé, le respect du bien-être et des besoins fondamentaux des enfants, la continuité des apprentissages, la formation continue des enseignant-es... en clair, la qualité du service public d'éducation, ne peut être garantie avec de telles coupes dans les emplois !

Pour la FSU-SNUipp, la baisse de la démographie scolaire à Paris a un effet d'aubaine pour le Ministère qui s'appuie sur cela pour effectuer des coupes budgétaires.

Loin de la volonté affichée de donner priorité à l'école publique, et d'investir dans le 1er degré pour réduire l'échec scolaire, on voit désormais ce qui guide les choix du gouvernement : les économies dans le budget.

Dans un contexte où les conditions de vie des familles se dégradent fortement, où les conséquences de la crise sanitaire ont toujours un impact sur les jeunes enfants, qui pour certain-es ont de grandes difficultés à trouver leur place à l'école, où les enjeux sociétaux, culturels et environnementaux portés par l'École sont immenses, les moyens alloués au service public d'éducation sont insuffisants au vu des ambitions, pourtant affichées à grand renfort de communication par le Ministère et en ce moment même au lycée Diderot.

La FSU-SNUipp n'a de cesse d'alerter l'Académie et le Ministère sur l'état d'esprit de la profession : l'école publique est à un point de rupture ! Les conditions de travail des enseignant-es, comme leurs droits à la formation, au temps partiel, à la mobilité géographique ou professionnelle se dégradent d'années en années. Les conditions d'exercice du métier dans les classes sont de plus en plus difficiles. L'accumulation d'injonctions administratives ou pédagogiques vide de sens notre métier, jour après jour...

Ces deux dernières semaines, des centaines de nos collègues ont appris : la suppression de leur poste, la fermeture d'une classe dans leur école, le refus de leur temps partiel ou disponibilité, le refus de leur mutation ou le refus de leur congé de formation... Ils et elles ne comptent plus le nombre de jours sans remplacement, le nombre d'heure d'accompagnement d'AESH perdues, l'absence de réponse adaptée face au désarroi que peuvent provoquer chez les équipes certaines élèves au comportement très violent...

Comment ne pas désespérer de cette Institution si dysfonctionnante, à la limite de la maltraitance avec ses personnels comme avec ses usager-es ?

Quelles réponses de notre Ministre à tout cela ? Le déploiement des évaluations nationales standardisées, des manuels labélisés, des méthodes imposées, des uniformes... Rien qui ne soit en mesure de résorber les difficultés de l'École à faire réussir tous-tes les élèves... Rien qui ne soit en mesure de relancer l'attractivité du métier enseignant.

Et puisque nous parlons de l'attractivité du métier, est-ce que le fait de ne pas publier le nombre de postes aux concours, 15 jours avant la première épreuve, est de nature à donner confiance en l'Institution aux futur-es enseignant-es ?

Aux côtés de la question des conditions de travail, la question des salaires reste une question centrale. La FSU-SNUipp Paris revendique de vraies augmentations de salaire pour tous et toutes (300€ tout de suite et l'indexation du point d'indice sur l'inflation), la réévaluation de l'indemnité de résidence qui est aujourd'hui largement insuffisante pour compenser le coût exorbitant du logement à Paris, et un accès facilité au logement pour les enseignant-es. La FSU s'oppose fermement aux projets de l'exécutif de développer la rémunération au mérite dans la fonction publique. Nous serons en grève mardi 19 mars pour porter nos revendications salariales pour les enseignant-es.

Plus personne n'est dupe, le Président et ses différent-es ministres orchestrent le démantèlement du service public d'éducation. La suppression des emplois en est un des volets les plus flagrant !

La FSU-SNUipp ne peut se résoudre à voir se dégrader continuellement les conditions d'enseignement et d'apprentissage dans les écoles parisiennes. Notre syndicat porte la voix des enseignant-es qui partout se mobilisent massivement pour défendre l'école publique, leurs conditions de travail, leurs salaires et leurs retraites ! Notre syndicat continue d'exiger un plan d'urgence pour l'Éducation. Le service public n'est pas une charge, mais bien un investissement pour l'avenir. Nous n'accepterons pas de voir l'école publique devenir un service minimal...

Dans le contexte actuel, dans lequel, chacun reconnaît l'importance d'une politique ambitieuse pour l'Éducation, le SNUipp-FSU est déterminé à porter, avec les personnels, ces revendications. Le Ministère doit faire de l'enseignement primaire une priorité ! En donnant les moyens nécessaires aux écoles et en revalorisant fortement le métier d'enseignant-e.

Madame la Directrice, Madame la Secrétaire Générale, Madame la Dasein, comment allez-vous faire ? Comment allez-vous faire pour que notre académie puisse assurer sa mission de service public et en garantir la qualité, garantir les remplacements, couvrir les besoins en postes spécialisés, garantir la réduction des effectifs par classe..?



### **Voeu AESH**

Le CDEN de Paris, réuni le 15 mars 2024, dénonce l'impossibilité pour l'Académie de recruter de nouveaux-elles AESH faute de budget. De nombreux accompagnements prévus par la MDPH ne sont donc pas réalisés obérant ainsi l'avenir scolaire des élèves concerné-es. Cette situation est intolérable. Le CDEN revendique donc l'augmentation de l'enveloppe budgétaire consacrée aux AESH et plus largement la création d'un statut de la fonction publique pour nos collègues. Accompagner les élèves en situation de handicap est un vrai métier auquel doit correspondre une formation et un salaire à la hauteur de l'importance de leurs missions.

### **Voeu Carte scolaire**

Le CDEN de Paris, réuni le 15 mars 2024, s'oppose aux 125 suppressions de postes dans le premier degré qui entraînent près de 180 fermetures de classes et une absence de moyens supplémentaires suffisants, et pourtant nécessaires, sur le remplacement, la formation et l'enseignement spécialisé. Nous dénonçons la dégradation des conditions de travail des personnels et d'apprentissages des élèves que cela va entraîner. Nous dénonçons l'absence d'investissement dans le service public d'enseignement à Paris et la logique d'économie budgétaire qui conditionne cette dotation négative. Le CDEN de Paris revendique le maintien des emplois, l'annulation des fermetures de classe contestées par les écoles, et demande au Ministère l'octroi d'un budget à la hauteur des besoins.